

ANTIARESSE

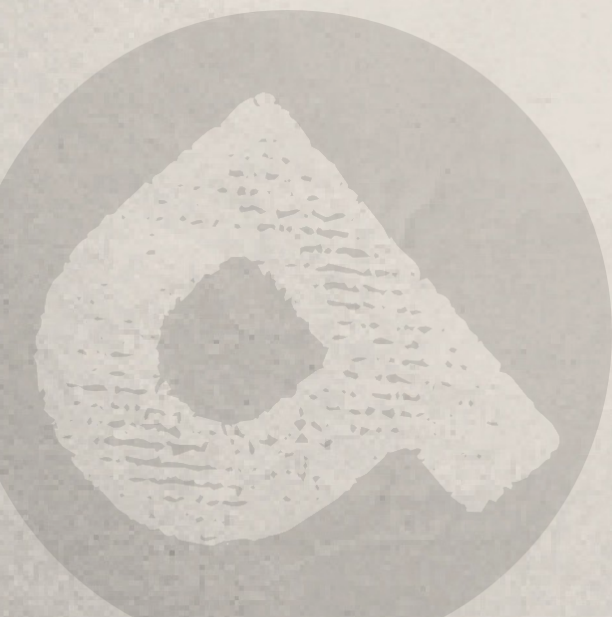
Observe • Analyse • Intervient

Désintoxicalisation

Vacance romaine

Scandale d'Hiroshima

Adieu Rameau d'Or!



N° 392 | 4.6.2023

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Désintoxicalisation

L'AXE DU MAL A PIVOTÉ DE 90 DEGRÉS, MAIS COMBIEN S'EN SONT APERÇUS? COMBIEN D'ÉVÉNEMENTS RÉVÉLATEURS PASSENT SOUS LE TAPIS? EN PARLANT AVEC DES PERSONNES DE MON ENTOURAGE, MÊME PLUTÔT BIEN RENSEIGNÉES, JE ME HEURTE À CETTE RÉALITÉ QUI SURPREND TOUJOURS: QUE LES MÉDIAS DE MASSE NE SONT PAS LÀ POUR ÉLARGIR NOTRE VISION DU MONDE, MAIS BIEN AU CONTRAIRE POUR LA RESTREINDRE, EXACTEMENT COMME LES ŒILLÈRES SUR LES CHEVAUX DE TRAIT. ESSAYONS D'ILLUSTRER CECI PAR UNE SIMPLE CONTRE-NARRATION DES FAITS DE LA SEMAINE.

LA DÉMOCRATIE OU LES MÉDIAS?

Reccep Tayyip Erdogan n'a pas eu une victoire éclatante: elle lui aura coûté deux tours de scrutin. Néanmoins, son avance est suffisamment confortable pour que son adversaire Kılıçdaroglu reconnaisse sa défaite sans contester. Dans son discours triomphal devant la foule assemblée à Ankara, il a eu une formule éloquente: «la démocratie a gagné, les médias occidentaux ont perdu». De fait, ces derniers mois, les médias occidentaux n'ont pas milité pour des élections libres ni honnêtes en Turquie, uniquement pour des élections d'où Erdogan sortirait perdant. C'était leur pari et leur vœu unanime. Un nouveau mandat du Sultan était une offense

au sens de l'histoire, une anomalie aussi impossible que la victoire de Trump sur Hillary en 2016.

Les Turcs avaient pourtant bien des motifs de mécontentement. Népotisme, corruption, inflation, sans compter la vétusté des

infrastructures révélée par le tremblement de terre de février, dans ce pays dirigé depuis vingt ans déjà par la même oligarchie. Le sentiment antioccidental a contrebalancé tout cela. Au lieu d'en tenir compte et de s'interroger — le retour sur soi

n'est pas leur première vertu —, les médias occidentaux ont foncé dans le panneau tête baissée, ne faisant qu'attiser le ressentiment qui ralliait le peuple au président sortant. Pour



le propre Kiliçdaroglu, l'appui de l'Occident aura été un boulet plus qu'un atout. Il promettait pourtant de ne pas trop toucher aux valeurs rétrogrades du Sultan, pas même sa neutralité face au conflit en Ukraine. Il entendait néanmoins se rapprocher de l'Europe. Comment imaginait-il raviver la candidature d'Ankara à l'UE sans imposer les sanctions à la Russie, nul ne le sait. Or la Turquie est désormais le grand pôle de transit du gaz russe. Les gens y ont encore leur tête et une certaine faculté de *spatialisation* historique et géographique. Ils savent qui sont leurs voisins et partenaires, et le resteront à vues humaines. Ce n'est pas une affaire d'alliances ni d'amitié, seulement de raison. Ils ne veulent pas des perspectives de retour à la civilisation agreste qui sont désormais celles de l'Allemagne. Le président de la Republika Srpska (dans l'ex-Bosnie-Herzégovine), Milorad Dodik, a immédiatement félicité Erdogan pour sa réélection, avec un soulagement perceptible. Son message est paru 15 minutes après celui d'Orbán, c'est dire. Que les Serbes et les Hongrois se réjouissent du maintien au pouvoir d'un prédateur néo-ottoman, malgré des siècles d'occupation et d'extermination turques, est un signe des temps. Quand on est rassuré de revoir la queue du vieux crocodile agiter son étang, c'est que les autres pensionnaires du marigot sont encore moins avenants. Les pays dits «en développement» se tournaient jadis vers l'Occident

par soif de prospérité et de liberté. Aujourd'hui, les mêmes aspirations les poussent à s'en détourner. Quant à l'alternative «médias occidentaux ou démocratie», c'est une opposition qu'on pourrait illustrer en bien d'autres lieux.

- **Notule.** A propos desdits médias, on ne les entend guère protester contre le grotesque projet de «code de bonne conduite contre la désinformation» de l'UE, qui n'est rien d'autre qu'une officialisation d'une censure orwellienne à l'échelle des citoyens.



ENTRECHATS SIAMOIS

Pourquoi tant de blancs-becs dans les pays sous domination américaine, se demande François Asselineau? Il pourra ajouter la Thaïlande à sa liste de pouponnières. Pita Limjaroenrat, le chef de la coalition des «réformateurs» qui a remporté les élections ce printemps, n'a que 43 ans, mais il en fait beaucoup moins. Il dirige le mouvement Phak Kao Klai, «Marcher en avant», dont le logo irait bien à une compagnie de bus et qui rappelle étrangement la dynamique vacuité du «En marche» macronien.

À l'heure qu'il est, Pita n'a pas encore formé son gouvernement, il n'a mis en place qu'une équipe de transition. Cela ne l'a pas empêché

de prendre, déjà, une décision lourde de conséquences pour l'avenir de son pays. Son jeune conseiller en politique extérieure a annoncé que son gouvernement — avant même qu'on en ait vu la couleur — va se mêler de la guerre civile dans un État voisin. Il entend en effet apporter une aide «non létale» — cela commence toujours ainsi — à l'opposition armée en Birmanie. Si cette opposition armée combattait un régime «ami» de l'Occident, plutôt qu'un ennemi, on l'eût sans hésiter désignée comme terroriste. Il s'agit en effet d'un mouvement violent qui vise tous les serviteurs de la junte au pouvoir «en uniforme» — y compris des instituteurs — et s'emploie à endommager autant d'intérêts chinois que possible, ce au mépris des vies humaines. Les pipe-lines sont une de ses cibles de choix. Le chroniqueur militaire Brian Berletic du *New Atlas*, qui justement vit en Thaïlande, en énumère bien d'autres. La junte militaire qui a chassé du pouvoir la très médiatique Aung San Suu Kyi sous de lourdes inculpations de corruption ne donne peut-être pas envie de faire des selfies avec, mais elle essaie de maintenir la stabilité du pays. Cette stabilité est cruciale pour la Chine, dont la Birmanie est un débouché maritime essentiel lui permettant d'éviter le détroit de Malacca que les États-Unis peuvent bloquer à tout moment. La Chine, par ailleurs, investit massivement dans les infrastructures birmanes. Le jeune Pita entend apprendre la démocratie aux pandores birmans. Il

a «souligné l'importance du *Burma Act*» et précisé que c'est sur ce décret qu'il s'appuierait pour «commencer à travailler avec la communauté internationale» afin d'assurer «suffisamment de pressions et d'incitations pour que ces gens résolvent leur conflit».

De quoi je me mêle? Ce nouveau gouvernement n'avait-il pas suffisamment de problèmes à résoudre en Thaïlande avant d'aller touiller ceux des autres? Non, justement: il nous fait savoir d'emblée que les problèmes des autres sont *prioritairement* les siens. Car la «résolution Birmanie», le *Burma Act* dont il est ici question n'est pas un document thaïlandais: c'est une feuille de route... de Washington! Quant à la «communauté internationale», elle se résume une fois de plus à l'Oncle Sam et à ses *proxys*. Les pays limitrophes de la Thaïlande sont tous membres de l'ASEAN, l'association de coopération du Sud-est asiatique, et donc signataires d'une charte qui impose un respect scrupuleux des souverainetés nationales. Le nouveau gouvernement de Bangkok s'apprête donc à violer cet engagement.

Pita, qui tient ses diplômes de Harvard, et qui a été élu avec le soutien massif des ONG et médias américains, est un pur produit des usines de cadres globalistes. Le Royaume de Thaïlande est une puissance industrielle, mais aussi un paradis balnéaire qui compte sur son tourisme. La Chine est de loin son premier partenaire commercial. Elle est aussi la cible prioritaire des

terroristes que Pita entend soutenir. En prenant d'entrée de jeu une option de politique extérieure aussi téméraire, le réformateur engage son pays et toute la région dans des eaux turbulentes sans aucun profit visible.

Cela n'a-t-il pas un air de déjà vu? Le suicide de la zone UE pour «sanctionner» Moscou? La *dancing queen* et ex-Premier ministre de Finlande Sanna Marin, qui entre deux sorties en boîte démantèle une paix patiemment construite des décennies durant avec la Russie pour engouffrer dare-dare son pays dans l'OTAN — avant d'être balayée de la scène politique? Sa jeune collègue estonienne, Kaja Kallas, multipliant les provocations à l'égard de la même puissance qui ne cessera jamais d'être son premier voisin? Et tous ces *young leaders* d'Europe montrant de jour en jour combien les problèmes du «monde» leur sont plus urgents que l'insignifiant destin de leurs propres concitoyens? *Si jeunesse savait...*, dit le proverbe. C'est sans doute parce qu'elle *ne sait pas* que le docteur Frankenschwab, papy Soros et oncle Biden (260 ans à eux trois) veillent à la placer sur tous les points chauds de la carte. Quitte, une fois qu'elle a accompli sa tâche dans cet état d'euphorie décerbrée qui la caractérise, à s'en débarrasser comme d'une ampoule grillée. Toute ironie à part, pourquoi nous attarder sur la transition siamoise, sinon pour le cas d'école qu'elle représente? Voilà un pays qui s'occupait de ses affaires sans faire trop de mal

à autrui et qui, du jour au lendemain, se transforme en justicier régional sous un régime de blancs-becs télécommandés depuis Washington qui ne dissimulent même pas leur allégeance. Le style est plus abrupt, mais le fond est le même. Tous les pays sous contrôle atlantique sont désormais des casemates disposées sur les lignes de confinement (*containment*) des puissances officiellement ennemies: Russie et Chine. Leur intérêt national — et celui de leurs populations — n'entre plus en jeu.



LE BON PLACEMENT DU SÉNATEUR GRAHAM

Le sénateur Lindsey Graham n'en finit pas d'être réélu au Congrès depuis vingt ans. C'est à désespérer de la jugeote des citoyens de Caroline du Nord. Parce que Lindsey est peut-être l'un des républicains les plus rutilants, mais ce n'est pas, comme on dit par là-bas, la lame la mieux affûtée du tiroir.

L'autre jour, Lindsey a réussi à voir M. Zelensky à Kiev entre deux tournées triomphales. Ils se sont donné de franches accolades. Sur la vidéo publiée par les services de presse ukrainiens, on l'entend dire: «Des Russes meurent... c'est le meilleur argent que nous ayons jamais investi».

Dans le fond, et considérant les idées de Graham, c'est sans doute sincère et peut-être même vrai. La guerre d'Ukraine élimine bien des centaines de milliers de Russes *des deux côtés du front*, la souche ethnique «ukrainienne» n'ayant pas encore été isolée par la science. Les Russes l'ont bien compris ainsi, puisqu'ils ont lancé un mandat d'arrêt contre le sénateur américain. Lindsey a soudain pris peur. Il a couru chez Reuters publier un rectificatif: non, il n'a pas vraiment dit ça, enfin si, il l'a dit, mais dans deux contextes différents et les Ukrainiens ont trafiqué l'enregistrement. De là à dire que les alliés ukrainiens sont de pernicious manipulateurs, il n'y avait qu'un pas. Que Lindsey n'a pas franchi pour ne pas se retrouver en vedette sur la liste du *Myrotvorets*. Il a amorti le coup en dénonçant la «récupération» de ses propos par les Russes. Il n'y avait pourtant rien à *récupérer*. Graham n'a jamais fait mystère de son envie de tuer des Russes. En mars 2022, il appelait à l'assassinat de Vladimir Poutine. En quoi il n'est même pas un cas isolé dans la nomenklatura étasunienne. Les États-Unis sont le pays de la liberté d'expression: chacun peut dire ce qui lui passe par l'esprit.

Or justement, nous n'avons plus de nouvelles d'un Américain qui disait tout ce qui lui passait par l'esprit, mais en Ukraine. Gonzalo Lira a été arrêté par la police spéciale de Zelensky (voir AP391). Il s'est trouvé un journaliste à Washington pour s'enquérir de son sort. Cela a donné

un échange proprement soviétique. «Comment vous positionnez-vous face à nos alliés qui emprisonnent nos citoyens pour avoir usé de leur liberté d'expression?» a-t-il demandé au porte-parole du Département d'État. Le porte-parole a détourné le regard: «Nous sommes au courant. Nous soutenons par principe l'expression de la libre parole où que ce soit dans le monde. J'en resterai là. — Vous allez travailler à sa libération? — J'arrête là mon commentaire.»

Pourquoi mentionner ces deux anecdotes? Parce qu'elles illustrent deux dérives du pouvoir américain et par extension occidental auxquelles on ne réfléchit pas suffisamment. D'abord, l'indifférence de fait à «nos» propres valeurs de base, celles au nom desquelles l'Occident s'est posé en lumière du monde. À commencer par la liberté d'expression. Laquelle n'est défendue que lorsqu'elle va dans le bon sens. Ensuite, le respect d'un vieux code guerrier, humanitaire et diplomatique qui interdit de tuer le chef d'un État ennemi et de jubiler sur la mort de ses citoyens (Graham a bien dit «Russes», en général, et non «soldats russes»). Certes, j'enfonce une porte ouverte. L'assassinat de chefs d'État gênants était une pratique courante des puissances coloniales en Amérique du Sud ou en Afrique. Mais c'étaient des «opérations humides» menées plutôt par des services discrets. L'incitation *publique* au règlement de comptes terroriste et la joie mauvaise n'étaient pas de la partie. Du moins, jusqu'à

ce que Hillary Clinton s'esclaffe sur le supplice hideux de Mouammar Kadhafi: «Nous vîmes, nous vîmes, il mourut!»,

Même durant la IIe guerre mondiale, les Alliés n'avaient jamais songé à tuer le chancelier allemand. Ils se sont limités à éliminer le chef de la Gestapo, Heydrich. Mais un chef d'État avait bien été assassiné dans les préambules de cette guerre. À Marseille, en 1934, le roi Alexandre Ier de Yougoslavie fut assassiné en compagnie du ministre français Louis Barthou par un nationaliste bulgare du mouvement VMRO, agissant pour le compte des oustachis croates. Deux organisations terroristes qui s'illustreront de manière particulièrement sanglante lorsqu'elles accèderont au pouvoir sous la protection d'Hitler.

On devrait bien méditer sur la banalisation de telles méthodes dans les médias occidentaux dans le contexte de la guerre en Ukraine. En réalité, le virage terroriste était déjà pris sous le prétexte ironique de la «guerre au terrorisme» (concept abstrait qui ne veut rien dire, l'avez-vous remarqué?). La mise à mort *démonstrative* de Kadhafi en est l'une des étapes. Le règlement des conflits d'ordre militaire par le ciblage des têtes et des figures représentatives du camp adverse marque, comme l'a observé Éric Werner, la bascule dans la «guerre du faible au fort», autrement dit dans le terrorisme. L'actuelle phase de la guerre en Ukraine pourrait augurer d'une

étape décisive dans cette évolution, ou plutôt cette régression.



LE CHARME DISCRET DE LA TERREUR

La Russie n'en finit pas d'arriver à bout de missiles. Elle vient de mener son opération de bombardement la plus massive à ce jour contre des cibles stratégiques à Kiev et dans les environs. Elle l'a fait même en plein jour, ce qui semble témoigner d'un épuisement des capacités de DCA ukrainiennes. Des frappes massives se sont poursuivies sur des aéroports militaires et des arsenaux dans l'ouest du pays.

D'autre part, la poussière est retombée sur Bakhmout. On commence à reconnaître le bilan humain de la défense insensée «à tout prix» de cette place forte. L'Ukraine y aura fixé plus de 35 brigades, alors qu'elle ne semble pas pouvoir assembler plus de 9 brigades — et seulement 60 chars Leopard à l'heure actuelle — pour sa fameuse contre-offensive attendue comme l'Arlésienne. Ça et là, dans les médias occidentaux, passe la crainte que l'Ukraine ne manque pas seulement d'équipements — il n'y en aura jamais assez — mais encore d'hommes. Avec ces déficiences et une protection aérienne de plus en

plus inexistante, un mouvement groupé des forces ukrainiennes risquerait de se résoudre par une terrible débâcle. On continue d'entretenir le projet afin de ne pas avoir à réviser la narration admise sous toutes ses coutures, mais les Américains suggèrent en douce de «geler» le conflit jusqu'après les élections de 2024. Pendant ce temps, des changements profonds surviennent à l'insu du public occidental.

Ainsi, c'est cette période cruciale que le chef de l'armée ukrainienne Valery Zaloujny a choisie pour disparaître des écrans pendant trois longues semaines. Il a refait une très brève apparition ces jours-ci, uniquement sans doute pour démentir les rumeurs sur sa mort. On savait Zaloujny en froid avec Zelensky. Il ne comprenait pas pourquoi le président continuait d'envoyer ses hommes dans un «hachoir à viande» que tout le monde savait perdu. Des rumeurs ont couru que le Z lui-même avait fait «fuir» la localisation du général pour s'en débarrasser à l'aide d'une frappe russe. Même si Zaloujny n'en est pas responsable, pas davantage que le commandant des forces terrestres Sirsky, la débâcle de Bakhmout est leur défaite personnelle. Zelensky, lui, plane dans d'autres dimensions. Les événements sur le terrain n'ont aucune incidence sur lui, sauf lorsqu'il s'agit de victoires, réelles ou montées. Voici donc que les militaires se planquent ou se taisent. Même le ministre de la Défense Reznikov, qui aimait tant à donner

des interviews, s'est fait taciturne. Un nouveau protagoniste a rempli tout l'espace: Kyrill Boudanov, le chef du renseignement militaire, celui-là même qui s'est vanté d'avoir fait exécuter des personnalités russes et qui organise une guerre d'extermination contre la population russe. De sa propre bouche:

«Mon seul commentaire à ce sujet sera que nous avons tué et, nous allons continuer de tuer des Russes n'importe où dans le monde jusqu'à la victoire totale de l'Ukraine.» (Agences, 6.5.2023)

Les propos de Boudanov et les méthodes qu'il revendique sont sans équivoque ceux d'un chef terroriste. Les Russes l'ont traité comme tel en bombardant à plusieurs reprises son fief, le QG du renseignement militaire ukrainien aux abords de Kiev. Les Moscovites, cependant, ont eu un aperçu de ses méthodes avec l'arrivée d'une volée de drones sur la ville, dont trois ont atteint leur cible. Ni casernes, ni aéroports, ni édifices de commandement, mais simples immeubles de location.

- **Notule.** Le bavard Boudanov, qui ne passait pas un jour sans s'exprimer dans les médias, s'est sagement tu depuis la destruction de son état-major, notamment avec des missiles anti-bunker.

Le recours au terrorisme est si naturel au sein du pouvoir kiévien qu'il en a même fait un outil de chantage dressé contre ses propres soutiens. Selon le conseiller présidentiel Mykhailo Podoliak, l'arrêt

des fournitures d'armes à l'Ukraine se traduirait aussitôt par une intensification significative des attentats terroristes en Europe. «Nous ne pourrions plus rester assis dans les restaurants en mangeant tranquillement nos croissants», a-t-il lancé à ses mécènes. À bon entendeur...

Cet ensemble d'indices — s'ajoutant au montage des propos de Lindsey Graham — font penser certains analystes que la stratégie otano-kiévienne est en train de changer son fusil d'épaule. Constatant (les médias n'en sont pas encore là, mais ils y viendront) qu'aucune victoire n'est possible sur le front militaire à moins d'une escalade vers la troisième guerre mondiale, les stratèges ont peut-être tout misé sur la carte Boudanov, c'est-à-dire la guerre de la terreur, le ciblage des dirigeants et l'intimidation des populations. Les semaines à venir nous le confirmeront ou non, mais cette évolution possible serait dans le droit fil de la métamorphose discrète de l'outil de guerre américain lui-même. Tenu en échec sur tous les fronts militaires, du Vietnam à l'Afghanistan, il s'est peu à peu recyclé sur les guerres asymétriques et de cinquième génération, autrement dit de possession des esprits. Une discipline où l'Ukraine est largement mieux outillée que son rustique adversaire russe. Discipline dont le spin doctor officiel Arestovitch avait, rappelons-le encore une fois, officiellement fait l'éloge en parlant de Daech et qui s'inscrit, en plus, dans le meilleur «savoir-faire» du héros national

ukrainien Stepan Bandera, terroriste massacreur de civils polonais ou juifs, et dont le culte, grâce à une désensibilisation médiatique bien organisée, est désormais tout à fait admis en Occident.



L'IDIOT D'ATHÈNES

Le maire de Varsovie a appelé l'autre jour son homologue à Athènes. Dans le contexte des canulars à répétition auxquels de nombreux leaders occidentaux se sont récemment laissés piéger, voici comment l'entretien aurait pu se passer: «Allô, cabinet du maire d'Athènes... — Bonjour, ici la mairie de Varsovie, nous souhaitons parler à M. Bakoyannis. — Très bien, proposez-nous trois plages horaires et laissez-nous votre numéro de téléphone: nous vous rappellerons.» Vérification du numéro, coup de fil entre secrétaires le cas échéant. C'était la précaution minime et si simple. Manifestement, on ne l'a pas prise. Le maire d'Athènes a saisi le combiné sans réfléchir. A son tour, il s'est confessé aux farceurs russes Vovan et Lexus en croyant causer avec son compère polonais Trzaskowski. Et il leur a dit des choses énormes. Il s'est félicité d'être, comme lui, «du bon côté de l'histoire» face à la Russie. Il a rappelé que le port grec d'Alexandroupolis (tiens, tiens: quelles coordonnées GPS?) était «le

principal hub de rééquipement et d'approvisionnement des forces armées ukrainiennes». Mais surtout, il a confié au faux Polac le désir des Grecs de faire passer en douce leurs systèmes antiaériens S-300 aux Ukrainiens en échange de batteries Patriot promises par les USA. Mais il fallait le faire à l'insu des Russes, car le contrat d'achat de ces missiles oblige tous les clients à obtenir du constructeur une autorisation en cas de revente. Or le meilleur moyen de contourner l'écueil était de les passer par la Pologne. Il est vrai que les Grecs ont un sixième sens en matière de contrebande.

Tout ceci, alors même que le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis venait d'exclure la livraison des S-300 à l'Ukraine, à cause de la «menace turque»! Or justement, Kostas Bakoyannis est le neveu dudit ministre, le fils plus exactement de sa sœur. Sa mère fut elle aussi en son temps maire d'Athènes. Chez les Mitsotakis, gouverner la Grèce est une affaire de famille qui se transmet de génération en génération, comme le métier d'armateur. Fatalement, tôt ou tard, un dégénéré finit par mettre la boutique en faillite.

Bakoyannis a donc dû entendre quelques propos de table inavouables chez tonton et s'est empressé de les diffuser à tout vent. Par sa vantardise, il a jeté dans la mer Égée deux siècles d'amitié et d'aide russe. Il a surpiqué sa trahison multicouche (nationale,

familiale, professionnelle) d'un fil de bêtise épaisse. Le maire d'Athènes — encore un diplômé des universités américaines — est un félon de bande dessinée et un sombre crétin. Il n'en est pas moins représentatif de la génération des *Young Leaders* qui désormais gouverne l'Europe.

CODA

Ces anecdotes glanées au fil de la semaine, que nous disent-elles du bruit particulier de ce temps? Si je leur avais trouvé des contre-exemples de raison et de dignité, je pourrais parler de cacophonie. Mais elles n'en ont pas. La musique est donc claire. Les élites dirigeantes du monde occidental se ruent uniformément, en bon ordre, dans la négation agressive de tout principe supérieur de conduite. Elles ne savent plus faire la part entre conviction et manipulation, entre rectitude et duplicité. Elles approuvent tacitement ou explicitement le recours ordinaire à la terreur. Elles sombrent dans ce nihilisme robotique que des générations de prophètes nous avaient annoncé, depuis Baudelaire et Dostoïevski jusqu'à Orwell et Zinoviev en passant par le cardinal Newman, C. S. Lewis ou Georges Bernanos. Elles transforment le berceau de la civilisation moderne en coupe-gorge planétaire. L'humanité décente (que ce soit ici ou ailleurs) les regarde avec des yeux écarquillés d'horreur.



ENFUMAGES par Eric Werner

Vacance romaine

L'EUROPE EST CONFRONTÉE À UNE PRESSION MIGRATOIRE SANS PRÉCÉDENT. OU PLUTÔT, AVEC UN PRÉCÉDENT: LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN. ON POURRAIT EN TIRER UN PARALLÈLE HISTORIQUE ASSEZ FACILE... S'IL N'Y AVAIT UNE DIFFÉRENCE DE TAILLE.

La ministre suisse en charge des questions migratoires s'est rendue récemment à Rome pour régler un différend lié à l'application du droit d'asile. L'Italie a en effet cessé depuis un bout de temps d'appliquer les accords de Dublin lui faisant obligation de reprendre les migrants dont la demande d'asile relève de sa compétence, au prétexte que ses capacités d'accueil seraient saturées. Or celles de la Suisse ne le sont pas

moins: ça déborde de tous les côtés. Et donc la ministre s'en inquiète, en tout cas elle fait semblant. Je m'avance peut-être en disant qu'elle fait semblant. Mais tout le monde aura relevé ses déclarations. «Je ne m'attends pas à un miracle», a-t-elle dit. Et encore: «Je me garderai bien de faire la morale au ministre Matteo Piantadosi» (son homologue italien).

La ministre sait donc d'avance qu'elle n'obtiendra rien des Italiens

(«Je ne m'attends pas à un miracle»). Et donc elle ne leur demandera rien non plus (je ne leur ferai pas la morale). En plus, elle le dit publiquement. C'est tout à fait extraordinaire!

A-t-on jamais vu un négociateur aller à une négociation en disant qu'il sait d'avance qu'il n'obtiendra rien? C'est pourtant bien, en l'occurrence, ce qui se passe. Mettons-nous à la place du ministre Piantedosi. Pourquoi ferait-il la moindre concession à sa collègue suisse, puisque celle-ci s'est d'avance résignée à ne rien obtenir et qu'elle le dit? En fait, elle s'en fiche, et dans une certaine mesure on la comprend. La pression aux frontières ne cesse de s'accroître, les coûts explosent, on réquisitionne des casernes pour les transformer en centres d'accueil, en certaines communes le nombre des «requérants d'asile» équivaut déjà presque à celui des autochtones, etc.: mais que faire? Effectivement, à partir du moment où l'on décrète l'ouverture des frontières et que l'on dit qu'il ne faut pas les défendre, il n'y a plus grand-chose à faire. «Je ne m'attends pas à un miracle», dit-elle. En plus, elle ne croit pas aux miracles.

REQUÉRANTS D'ASILE, DÉJÀ...

Dans ma chronique d'il y a quinze jours (AP390), je me suis référé au beau livre de l'historien anglais

Peter Heather sur la chute de l'Empire romain. À aucun moment, l'auteur ne fait explicitement le parallèle avec ce qui est en train de se jouer aujourd'hui. Mais certains mots ou expressions ne sont pas choisis au hasard: par exemple quand il qualifie les populations qui traversèrent le Danube en 375-376 pour s'établir sur la rive sud du fleuve, de «requérants d'asile» (*Asylum seekers*), ce qu'ils étaient effectivement à certains égards: car eux-mêmes subissaient la pression des Huns venus de la steppe. Sauf qu'à l'époque personne n'avait encore entendu parler du droit d'asile. Un envahisseur est un envahisseur, c'est tout. On ne va pas plus loin. L'expression de «requérant d'asile» apparaît donc anachronique.

D'un autre côté aussi, pour reprendre une formule de Raymond Aron, l'histoire est dialogue du présent et du passé. L'historien se projette dans le passé, qui en retour l'éclaire sur son propre présent à lui. L'expression nous renvoie donc à nous-mêmes. En fait, elle s'autodétruit. Il nous est clairement montré ici à quoi aujourd'hui elle sert: à occulter la réalité.

Les grandes invasions ont commencé vers 375-376 pour se poursuivre trois quarts de siècle durant. Les événements sont donc allés très vite. Ce n'est pas en vain

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://via.le.site.ANTIPRESSE.NET).

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

qu'on parle de l'accélération de l'histoire. À certains moments, le rythme s'accélère. Comme le dit un autre spécialiste de la période, Peter Brown, «beaucoup de choses peuvent se passer en cent ans». Ajoutons que les contemporains ont pour la plupart été pris de court: très peu ont vu les choses venir. Bref, en trois quarts de siècle, ce sont plusieurs centaines de milliers d'individus, hommes, femmes et enfants, qui ont franchi le *limes* de l'empire romain, certains pour échapper aux Huns, d'autres tout simplement «dans l'espoir d'une vie meilleure». Plusieurs centaines de milliers d'individus, c'est évidemment moins que les millions ou dizaines de millions d'aujourd'hui. Mais il faut rapporter ces chiffres à la démographie de l'époque.

Les populations en question ont donc fait ce qu'on vient de dire, franchi le *limes* romain, puis elles se sont répandues un peu partout dans l'empire, pour le dévaster d'abord, s'en approprier les richesses ensuite. En fin de parcours, elles ont purement et simplement supprimé l'Empire romain pour le remplacer par leurs propres structures à elles (à l'Ouest tout au moins: à l'Est, l'Empire romain a survécu jusqu'en 1453). Il y a eu un certain nombre de batailles rangées avec les Romains, mais les barbares ont su aussi se fondre dans le paysage. C'étaient moins à proprement parler des soldats que des pillards, occasionnellement aussi des incendiaires. Ils prenaient ce qui leur tombait

sous la main, etc. Bref, comme on le voit, on ne peut pas comparer le passé au présent. Les autochtones se sont adaptés comme ils l'ont pu, mais au prix d'un recul civilisationnel important. Le mot «décivilisation» ne serait pas ici usurpé. Vers l'an 600, nous dit Peter Heather, c'est tout juste si les élites laïques savaient encore déchiffrer un texte. Écrire, elles ne le pouvaient déjà plus. Et comme ChatGPT n'avait pas encore été inventé, cela leur posait parfois des problèmes.

À QUOI BON FAIRE LA MORALE?

Si l'on devait dire en quoi les mouvements actuels de population diffèrent des grandes invasions des IV^e et V^e siècles de notre ère, on regarderait surtout du côté des Romains. En effet, les Romains étaient opposés à ce que des populations qu'ils qualifiaient, à tort bien sûr, de «barbares», mettent le pied sur sol romain. Ils n'avaient pas du tout envie que les Barbares viennent s'installer chez eux. Ils n'ont pas toujours pu empêcher que cela se fasse, mais ils auraient préféré que cela ne se fasse pas. Autant que possible, ils leur ont donc *fait barrage*, leur ont *résisté*. Alors qu'aujourd'hui, très clairement, on est dans un autre cas de figure. Non seulement les élites européennes ne s'opposent pas aux flux migratoires, mais elles les favorisent activement. Chacun voit bien par exemple quel zèle elles mettent à défendre le *limes* en Méditerranée. C'est complètement inédit

comme attitude. Cela ne s'est jamais vu dans le passé.

À partir de là, que la ministre fasse ou non la morale à son homologue italien, n'a que peu ou pas d'importance. Tout dépend évidemment de ce qu'on entend par morale. En l'espèce, elle parle du respect des traités: *pacta sunt servanda*. Il faut évidemment les respecter, il est très immoral de ne pas les respecter. Pour autant, ce n'est là qu'une petite partie de la morale. La morale consiste aussi à avoir une pensée pour le bien commun. C'est sans doute plus important encore que les traités. Si la morale ne consiste qu'à appliquer mécaniquement le protocole de Genève sur les réfugiés sans se préoccuper un seul instant de ses conséquences, ne serait-ce qu'en termes de qualité de la vie, elle n'a plus grand-chose à voir avec la morale. On ne voit pas par exemple en quoi il serait moral de se laisser envahir, coloniser, à plus forte raison encore remplacer. C'est une interprétation immorale de la morale, en fait une escroquerie.

Je ne vais pas leur faire la morale, dit la ministre. En un sens elle a raison: il ne faut pas faire la morale aux gens. C'est à eux-mêmes de savoir ce qu'il est moral ou non de faire. On n'a pas à se substituer à

leur propre conscience à eux: à leur dire, par exemple, en quoi consiste le bien commun. En revanche, on peut leur dire qu'un jour ou l'autre ils auront des comptes à rendre: ça oui. Qu'avez-vous fait à votre propre population? Ou plutôt, *qu'en avez-vous fait?* Et l'école? Là encore, qu'en avez-vous fait? Que sont devenus nos systèmes de protection sociale (au bord de la faillite)? Et nos villes? À quoi ressemblent-elles aujourd'hui? On peut les traiter de dirigeants fantoches comme vient de le faire Dmitri Orlov dans un récent texte sur la guerre en Ukraine. Ce sont certes des fantoches, on n'en disconvient pas. Des polichinelles. En même temps, nos actes nous suivent. Nous sommes responsables de ce que nous faisons.

LECTURES SUGGÉRÉES

- Peter Heather, *The Fall of the Roman Empire : A New History of Rome and the Barbarians*, Oxford University Press, 2006.
- Peter Brown, *A travers un trou d'aiguille: La richesse, la chute de Rome et la formation du christianisme*, Les Belles Lettres, 2016.
- Dmitri Orlov, «Il n'y a pas de raison pour des pourparlers de paix», mai 2023.



PASSAGER CLANDESTIN: Claude Haenggli et Gérard Conio

Le scandale d'Hiroshima

LA TENUE RÉCENTE DU G7 DANS LA VILLE ATOMISÉE PAR LES AMÉRICAINS EN 1945, AINSI QUE LES INCRIMINATIONS QUI Y ONT ÉTÉ ENTENDUES, ONT CHOQUÉ ET MIS EN COLÈRE BIEN DES PERSONNES DOTÉES D'UNE CONSCIENCE MORALE ET DE QUELQUES NOTIONS D'HISTOIRE. PARMI LES RÉACTIONS QUE NOUS AVONS REÇUES, NOUS AVONS RETENU DEUX TEXTES BIEN ARGUMENTÉS, DE NOS CONTRIBUTEURS RÉGULIERS GÉRARD CONIO ET CLAUDE HAENGGLI, QUI JUSTEMENT SOULIGNENT LE CYNISME DE CET ÉVÉNEMENT EN RAPPELANT SON ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE ET HUMAIN. NOUS LES PUBLIONS ICI L'UNE À LA SUITE DE L'AUTRE.

CLAUDE HAENGGLI: LE PLATEAU DE LA BALANCE

Les dirigeants du G7 ont fait preuve d'un cynisme rare en tenant leur réunion à Hiroshima, où a été perpétré en 1945 l'un des plus grands crimes de l'histoire. Voulait-ils par ce choix d'une ville martyre avertir les pays qui ne sont pas d'accord avec leur politique, notamment en Ukraine, qu'un sort pareil à celui du Japon pourrait leur être réservé?

Cette stratégie d'intimidation n'est pas

nouvelle pour les Anglais et les Américains, qui durant la Deuxième Guerre mondiale n'ont pas hésité à s'attaquer en priorité à la population civile de leurs ennemis allemands et japonais. Il s'agissait d'une «opération psychique» menée intentionnellement pour infliger un colossal «syndrome de Stockholm» aux populations des pays vaincus. Une opération hélas réussie, à en juger par le degré de

soumission actuel des «élites» japonaises et allemandes, ainsi que par le fait qu'il est notamment «tabou» de critiquer le bombardement de Dresde, où s'étaient réfugiés des centaines de milliers d'innocents fuyant l'avance de l'Armée rouge(1).

Ce cynisme montre par ailleurs que les États-Unis d'Amérique, à la tête des pays «occidentaux», veulent à tout prix conserver leur prééminence sur le plan mondial. Mais leurs rodomontades et même leurs interventions militaires n'en empêcheront pas la fin. Certaines agences viennent d'ailleurs de calculer que le poids économique des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est déjà supérieur à celui des pays du G7. Pour les États-Unis, cette annonce est peut-être surprenante, mais elle ne devrait pas l'être pour les pays européens, puisque le grand poète français Paul Valéry (1871-1945) les avait déjà avertis en 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, en écrivant dans *La Crise de l'Esprit*(2):

«L'Europe va-t-elle garder sa prééminence dans tous les genres?... ou...

deviendra-t-elle ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire: un petit cap du continent asiatique?»(3)

Pour illustrer son propos, Valéry utilisait l'image d'une balance, dans laquelle on mettrait tout ce qui fait le poids d'un pays et pas seulement son produit intérieur brut, mais son étendue, sa population, sa culture et ses richesses naturelles. À titre d'exemple, il comparait l'Angleterre et sa principale colonie:

«Mettez dans l'un des plateaux d'une balance l'empire des Indes; dans l'autre, le Royaume-Uni. Regardez: le plateau chargé du poids le plus petit penche! Voilà une rupture d'équilibre bien extraordinaire. Mais ses conséquences sont plus extraordinaires encore: elles vont nous faire prévoir un changement progressif en sens inverse.»(4)

Les États-Unis d'Amérique, qui ont pris le relais puis fait des pays européens, par l'intermédiaire de l'Union européenne, des vassaux bien soumis, ont bien raison de se poser la question de leur prééminence. Le plateau de la balance ne penche plus en leur faveur.

GÉRARD CONIO: Y AVAIT-IL UNE JUSTIFICATION À CE CRIME?

On peut trouver hasardeux que ces «pacifistes» du G7 associent le lieu de leur rencontre à l'apocalypse nucléaire en accusant la Russie, mais en oubliant que les États-Unis ont été pour l'instant les premiers et les seuls à l'employer en ce même lieu pour faire la paix avec le Japon.

Cette ambiguïté ne saurait nous étonner de la part des États-Unis qui sont les seuls à tirer les bénéfices du conflit russo-ukrainien.

Ils ont toujours su déguiser leurs actes les plus contestables sous des motifs humanitaires et le principal argument en faveur de la bombe a été la nécessité d'épargner un grand nombre de vies qui auraient péri dans « la guerre totale» déclarée par les militaires nippons.

Seule la peur de cette arme effroyable pouvait obliger l'Empereur à la capitulation. Comme l'a déclaré le secrétaire de la guerre à l'époque, Henri L. Stimson, « La bombe atomique était plus qu'une arme de destruction à grande échelle, il s'agissait d'une arme psychologique.»

Pour y voir plus clair, il faut envisager cet exploit technologique et militaire à la lumière de la situation créée par la victoire de l'armée rouge sur l'Allemagne nazie.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de minimiser l'importance de cette victoire en attribuant aux Alliés le seul mérite d'avoir gagné la guerre. Et on a mis en place un « narratif» pour masquer une politique dont la Deuxième Guerre mondiale n'avait

été que la continuation, selon la formule célèbre de Clausewitz.

On a mis en exergue tout ce qui tendait à montrer la similarité entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, que le pacte de non-agression semblait confirmer et, notamment, l'invasion de l'est de la Pologne par l'armée rouge en application des clauses secrètes de ce pacte, ainsi que l'occupation des pays baltes concédée par Hitler à Staline comme gage de sa bonne foi.

Mais si on renonce à juger la politique selon une morale à double échelle, il convient de situer ces faits dans leur contexte et dans l'histoire qui les précède.

Les Occidentaux ont largement minimisé la signification des accords de Munich qui livraient la Tchécoslovaquie à Hitler, la participation de la Pologne à ce dépeçage et son choix délibéré en faveur de la coopération avec le Reich par hostilité envers l'Union soviétique. La Pologne avait interdit le passage de l'Armée rouge sur son territoire afin de combattre Hitler.

Il est donc fallacieux d'accuser Staline de pratiquer la *realpolitik* et de nier la responsabilité de la coalition franco-britannique dans un processus qui devait conduire à une «drôle de guerre» dont on n'a pas suffisamment établi les vraies raisons.

Churchill a avoué qu'il avait choisi entre la peste et le choléra en s'alliant à l'Union soviétique contre Hitler alors tout puissant. Quand la peste a disparu, il a fallu combattre le choléra.

Et on peut d'ailleurs se demander si aujourd'hui ce facteur n'a pas déterminé l'union sacrée contre la Russie dont la montée en puissance menacerait la sécurité de l'Europe tout entière. Cet argument brandi par les pays de l'est de l'Europe qui ont eu à pâtir de la domination soviétique reste sans doute le plus prégnant en faveur du soutien des Occidentaux à l'Ukraine.

En 1945, la capitulation de l'Allemagne avait «changé la donne» et désormais l'Union soviétique demeurait le seul ennemi potentiel des nations européennes. Cela explique le soutien accordé par Dulles aux nazis allemands et ukrainiens qui ont mis aussitôt leur expérience à contribution pour résister à l'expansion du communisme.

L'Union soviétique n'était pas en guerre contre le Japon, et avait même profité de la neutralité de celui-ci au début de l'opération Barbarossa. Cette abstention a permis à Staline de ramener sur le champ de bataille les troupes sibériennes qui ont eu un rôle décisif dans la défense de Moscou.

Mais la capitulation de l'Allemagne ayant ranimé les antagonismes idéologiques, Staline avait tout intérêt à attaquer le Japon pour ne pas laisser aux États-Unis le monopole d'une victoire à laquelle il voulait avoir sa part.

Il a déclaré la guerre au Japon entre les explosions des deux bombes et l'armée rouge est entrée en Mandchourie en août 1945, en infligeant de grandes pertes à l'armée du Kwantung encore très puissante.

L'armée américaine était encore loin d'avoir gagné la guerre et le général MacArthur s'est réjoui des succès de l'armée rouge en déclarant: « Je suis ravi de l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Elle rend possible un grand mouvement de pince qui ne pourra échouer à détruire l'ennemi.»

Il considérait que l'entrée de l'armée rouge dans la guerre avait été un facteur plus important que l'arme nucléaire pour obliger l'Empereur Hirohito à capituler.

Les dirigeants japonais étaient du même avis.

Après la guerre, l'amiral Soemu Toyoda a confié: «Je crois que c'est plus l'entrée en guerre de l'URSS que les bombes atomiques qui a précipité la reddition.»

Le Premier ministre Suzuki a lui aussi reconnu que la déclaration de guerre par l'URSS «a rendu la poursuite de la guerre impossible». Quand il apprit la venue de ce nouvel ennemi par Togo, son ministre des affaires étrangères, Suzuki répliqua immédiatement «cessons la guerre» et convint d'organiser avec le conseil suprême une réunion à cette fin. Dans l'ouvrage officiel de l'Histoire britannique *The war against Japan*, on lit que «la déclaration de guerre par l'URSS rappela à tous les membres du conseil suprême que tout espoir de paix négociée s'était évanoui et qu'il n'y avait d'autre alternative que d'accepter les conditions des forces alliées, tôt ou tard.»

Hisatsune Sakomisu, secrétaire en chef du cabinet en 1945, qualifia même la bombe «d'occasion en or offerte par le ciel au Japon pour que cesse la guerre». (J'ai emprunté ces citations et témoignages à Wikipédia.)

Si l'attaque de l'armée rouge a été le facteur principal dans la victoire des Alliés et la pacification du Japon, les arguments en faveur du bombardement atomique tombent en ruine. Ce crime contre l'humanité a plutôt servi de prétexte à l'Empereur pour imposer la capitulation aux militaires qui voulaient poursuivre la guerre jusqu'au dernier Japonais.

Il est plus probable que la décision de Truman ait été dictée par des raisons purement stratégiques dans le but d'affirmer la suprématie des États-Unis grâce à l'arme nucléaire dans le cadre de la confrontation avec un nouvel ennemi potentiel.

On observe à ce propos un découplage entre les militaires et les politiques, car si les uns sont soulagés par l'intervention d'un allié dans la conduite de la guerre, les autres obéissent à des présupposés idéologiques qui n'osent pas dire leur nom.

On retrouve dans la gestion américaine du conflit russo-ukrainien la même

antinomie entre des généraux réalistes, conscients des enjeux d'un engagement destructeur, et les néoconservateurs qui détiennent le pouvoir politique et ne reculent devant aucun stratagème et aucun mensonge pour arriver à leurs fins.

Ils ont déjà décimé une partie de la planète, mais continuent bravement à aller de l'avant pour convertir les barbares à la civilisation et les régimes autoritaires à la démocratie.

Cette contradiction entre les deux appréciations de Hiroshima éclaire la continuité de l'antagonisme entre la Russie et l'Occident dont l'alliance contre Hitler n'aura été qu'une pause illusoire. Dans ce contexte, le bombardement nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki ne marque pas seulement la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais le point de départ de la « guerre froide » entre les deux blocs.

✱ Parallèlement à une carrière de directeur d'entreprise, **Claude Haenggli** — ingénieur-chimiste et master ès sciences — a travaillé comme traducteur et journaliste. **Gérard Conio** est professeur, traducteur et essayiste. Il a codirigé la collection des Classiques Slaves aux éditions L'Âge d'Homme.

NOTES

1. Voir à ce sujet l'essai de l'historien allemand W. G. Sebald; *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*.
2. Les deux lettres comprises sous ce titre ont d'abord paru en anglais, dans une revue londonienne. Elles ont été reprises en traduction française dans la *Nouvelle Revue Française* du 1er août 1919.
3. Paul Valéry, *La Crise de l'Esprit et autres textes*, Éditions Soleil d'Encre, Neuchâtel, 2028, p. 34.
4. *Ibid.*, pp.32-33.

LISEZ-MOI ÇA! par Patrick Gilliéron Lopreno

Le Rameau d'Or, clap de fin

VOICI UN «LISEZ-MOI ÇA!» UN PEU EXCENTRIQUE, UN PEU MÉLANCOLIQUE. AU LIEU DE VOUS RECOMMANDER UNE LECTURE PARTICULIÈRE, PATRICK GILLIÉRON LOPRENO ÉVOQUE LE SOUVENIR D'UNE LÉGENDAIRE LIBRAIRIE GENEVOISE OÙ CHAQUE OUVRAGE, POUR AINSI DIRE PRIS AU HASARD, ÉTAIT RECOMMANDABLE. CET HOMMAGE NOUS RAPPELLE AUSSI LA PLACE ESSENTIELLE QUE LES LIBRAIRIES OCCUPENT DANS LA CHAÎNE DE LA CULTURE ET DU SAVOIR.

Fin mai, la célèbre librairie «Le Rameau d'Or», installée le long du boulevard Georges-Favon à Genève, a définitivement cessé ses activités. La régie a résilié le bail et mis fin à plus de 40 ans d'une aventure littéraire hors norme.

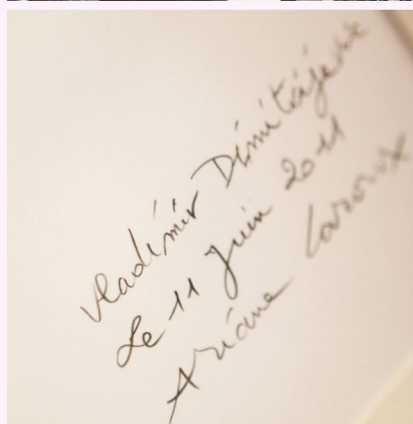
Fondée le 14 février 1978 par Vladimir Dimitrijevic, qui était aussi le directeur des éditions L'Âge d'Homme, elle a été au cœur de l'aventure littéraire de ces dernières décennies. Les habitués y allaient surtout pour les conseils avisés et précieux de ses libraires. Beaucoup se souviennent encore de la chaleureuse Claire Hillebrand.

Joint par téléphone, le critique littéraire et écrivain Jean-Louis Kuffer, qui a collaboré avec *Dimitri*, me dit qu'à ses yeux, cette librairie était avant tout «un symbole de qualité». Elle participait à essaimer, avec les trois autres librairies réparties entre Lausanne, Genève et Paris, les livres de la célèbre maison d'édition et a participé à sa réputation.

Dimitrijevic a eu un véritable rôle de passeur entre Ouest et Est. Homme de tempérament et de talent, il a fait connaître les principaux

auteurs russes et slaves; notamment Andreï Biely, Vassili Grossman et Alexandre Zinoviev. En parallèle, il publie des auteurs suisses romands et alémaniques. Entre lui et le grand Georges Haldas, la «légende de Genève», il s'était établi une fidélité mutuelle qui a duré jusqu'à la mort. D'ailleurs, la deuxième librairie L'Âge d'Homme à Genève, au rond-point de Plainpalais, s'appelait «Librairie Georges Haldas». Elle a disparu depuis bien des années. Un Starbucks l'a remplacée.

La raréfaction des librairies indépendantes est liée à la transformation d'un marché en perte de vitesse et directement concurrencé par Amazon, le commerce en ligne et les multinationales de la distribution. À cette lutte s'ajoute le déclin d'un monde qui tourne le dos à certaines valeurs et ne s'intéresse plus à la notion de transmission. Au fil du temps, un maillon de la chaîne s'est brisé, arraché à notre postmodernité. Comme l'écrit Slobodan Despot dans le très beau texte «Un monde qui s'en va», sur la mort de sa grand-mère maternelle: «C'était une connaissance du monde et des êtres qui s'en



était allée avec elle. Une gnose.» Ce constat peut aussi s'appliquer au lent effacement de la littérature, rongée par les débats militants du jour. Plus cette société progresse, et plus nous envahit le sentiment claustrophobe d'une impasse. Vladimir Dimitrijevic a péri en 2011 dans un accident de voiture en France lors d'un de ses perpétuels déplacements. Sa fille Andonia a hérité de la maison d'édition. Après le passage de plusieurs responsables, dont le passionné Yann Courtiau, Andonia fait appel, fin 2019, à Frédéric Sænger, qu'elle connaît depuis une vingtaine d'années, et lui propose de reprendre la direction du Rameau d'Or. Le nouveau directeur, qui a notamment déjà travaillé dans le milieu culturel en codirigeant une galerie d'art et une radio web en Indonésie, accepte le défi et se rend rapidement compte de la difficulté d'une telle mission. Pour compliquer les choses, le Covid fait son apparition et il doit batailler avec les différentes mesures sanitaires mises en place par l'État. Frédéric fait front, avec dignité. Une fois la tempête covidienne passée, et même pendant, il organise une centaine de débats, conférences et

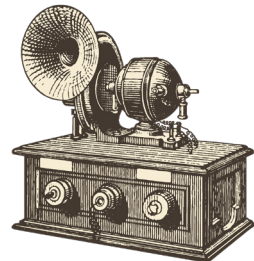
concerts avec différents acteurs du monde culturel. Avec dévouement et ténacité, il réussit à assainir les comptes et à retrouver une certaine stabilité financière.

Son souhait est d'ouvrir la culture au maximum de personnes. Peu à peu, la librairie devient aussi espace culturel dans un souci de maintenir éveillée une pensée libre, où la confrontation des idées est la bienvenue. Mais toutes ces luttes n'empêcheront pas sa fermeture. Nichée au cœur de la ville de Genève, à deux pas du quartier des banques où le mètre carré atteint des prix astronomiques, son maintien, dans le contexte économique actuel, eût été de l'ordre du miracle.

Sera-t-elle remplacée par une agence de voyages pour croisières de luxe écoresponsables ou un centre de chirurgie esthétique? À voir. Rien ne peut nous surprendre.

La mort du Rameau d'Or ajoute un degré de plus au désenchantement du monde... Mais elle ne nous découragera pas de continuer à lire. Il faudrait dix vies pour parcourir les trésors littéraires que ce foyer de culture a contribué à essaimer à Genève.

L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE
PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 392 SEMAINES.
PLUTÔT RASSURANT, NON?



TURBULENCES

MARQUE-PAGES • La semaine du 28 mai au 3 juin 2023

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Loi Covid? NON! Le 18 juin prochain, les Suisses voteront sur l'abolition ou non de la «Loi Covid». Cette loi liberticide, imposée par l'intimidation, la manipulation et le plat mensonge, est censée combattre une menace qui n'en est plus une. Son abolition est, à nos yeux, une question de salubrité publique. Le Collectif «28min.ch» a produit, dans ce sens, un argumentaire autrement plus étoffé que le nôtre. On peut en lire le résumé [ici](#), avant de déposer un NON bien carré dans les urnes! (Notons au passage que le site covidhub.ch est l'une des plateformes critiques les plus sérieuses dans le monde sur la psychose covidienne.)

Détriqué. Réservé à ceux qui ont le foie bien accroché. Des âmes charitables ont mis en ligne le contenu du fameux laptop égaré de Hunter Biden. Exhaustif ou non, le catalogue d'images est à vous donner la nausée. Nous ne le mentionnons ici qu'afin de souligner la capacité du système médiatique à étouffer des scandales qui auraient largement suffi à expédier le clan Biden aux galères si la presse faisait son travail.

Carnet mondain. Le Club de Bilderberg s'est réuni à Lisbonne, comme d'habitude sans agenda précis et sans résolution finale. Selon les uns, c'est le vrai gouvernement mondial. Selon d'autres, une sauterie de snobs trop riches. Selon d'autres encore, un cirque. La composition de la tablée 2023 mérite le coup d'œil. Entre finance, diplomatie, académie et forces armées, elle indique assez bien à quoi un conseil d'administration de l'«Occident intégré» pourrait ressembler. On y a même inclus, pour le pittoresque,

un conseiller fédéral suisse et, en guise de gâteau pour les cent ans de Kissinger, la jeune Finnoise Sanna Marin, encore qualifiée de Premier ministre alors qu'elle est périmée depuis deux mois. Les sujets de discussion paraissent également assez représentatifs. L'intelligence artificielle (AI en anglais) y occupe la première place, et pas seulement dans l'ordre alphabétique. Quelques cadors de la branche — notamment Sam Altman, d'Open AI, et Demis Hassabis de DeepMind (Google) — y sont venus expliquer comment on va penser mieux en outsourçant la pensée aux machines. C'est de toute évidence la grosse affaire du moment (*the next big thing*). Dernier détail: la composition de la délégation française en dit long sur la sociologie de la nomenklatura hexagonale. On aurait aimé voir un entrepreneur téméraire ou un auteur-provocateur, on a droit à une alliance du haut fonctionariat et du barbouzariat. Un pays représenté par des inspecteurs des finances et des assureurs dans quelque forum que ce soit présente au monde un visage assez livide.

Mentalisme. Le blog très fouillé de Liliane Held-Khawam est une chronique essentielle de la dystopie totalitaire. LHK fait écho cette semaine à un article de *Nature* au sujet de l'état des recherches en matière de «lecture des pensées»:

«Les chercheurs ont développé la première méthode non invasive pour déterminer l'essentiel de la parole imaginée, présentant une possibilité de communication pour les personnes qui ne peuvent pas parler. Mais à quel point la technologie — qui n'est actuellement que modérément précise — est-elle proche de la réalisation d'une véritable lecture de l'esprit ? Et comment les responsables politiques peuvent-ils s'assurer que ces évolutions ne sont pas utilisées à mauvais escient ?»

Jeunes pousses. Captivante et sagace méditation de François Asselineau sur cette épidémie de quadragénaires — voire de trentenaires — qui ont accédé aux plus hautes fonctions dans les pays sous domination américaine. Asselineau relève que c'est l'expérience qui fait les grands hommes d'État, de de Gaulle à Deng Xiaoping en passant par Gandhi, Churchill, AMLO etc. — Sans manquer de souligner que les pires criminels du XXe siècle étaient en règle générale des hommes jeunes, dans leur quarantaine au moment de la prise de pouvoir. La

meilleure synthèse de cette réflexion nous vient du Général lors de sa fameuse conférence de presse de 1958: «Est-ce à 67 ans que je vais commencer une carrière de dictateur?»

Prescription. Quand le monde devient grotesque à force de se prendre au sérieux et que votre esprit commence à surchauffer, le meilleur remède est de vous octroyer une demi-heure de thérapie humoristique avec Pierre Dac. Ce «best-of» tiré des archives de l'INA est un véritable baume mental! «Et... ça guérit? — Non, mais ça occupe!»

Pain de méninges

PROMÉTHÉE, REVIENS!

L'humanité, aujourd'hui, n'a besoin et ne se soucie que de techniques. Elle se révolte dans ses machines, elle tient l'art et ce qu'il suppose pour un obstacle et un signe de servitude. Ce qui caractérise Prométhée, au contraire, c'est qu'il ne peut séparer la machine de l'art. Il pense qu'on peut libérer en même temps les corps et les âmes. L'homme actuel croit qu'il faut d'abord libérer le corps, même si l'esprit doit mourir provisoirement. Mais l'esprit peut-il mourir provisoirement? En vérité, si Prométhée revenait, les hommes d'aujourd'hui feraient comme les dieux d'alors: ils le cloueraient au rocher, au nom même de cet humanisme dont il est le premier symbole. Les voix ennemies qui insulteraient alors le vaincu seraient les mêmes qui retentissent au seuil de la tragédie eschylienne: celles de la Force et de la Violence.

— Albert Camus, *Prométhée aux Enfers*.

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



Le travail. Barcelone, 23 mai 2023.

Il n'est rien de plus chaleureux que les bars du marché de la Boqueria, où l'on mange au comptoir, juchés sur des tabourets et pressés les uns contre les autres. Rien de plus entraînant, non plus, que ces tapas qui se multiplient toutes seules comme les poissons de la pêche miraculeuse. Mais ce cérémonial épicurien est orchestré comme une liturgie; si l'on regarde par-delà les plats, on découvre un labeur précis, cruel, éreintant, auprès de quoi le travail intellectuel paraît une plaisanterie.